

SCHULPARTNERSCHAFT MIT CABO VERDE

Für karitative Zwecke ist auch bei Schülern Geld locker zu machen, wie zahlreiche Sammelaktionen in allen Schulen des Landes beweisen. Nur selten sind allerdings Spendensammlungen mit einer inhaltlichen Vertiefung der Materie verbunden. Es gibt sogar das Beispiel, wo "Chiquita", einer der größten Welternährungskonzerne und Mittelamerika-Ausbeuter, die Dekoration lieferte für eine Afrika-Woche in einer Schule!

Um so bemerkenswerter ist die in "brennpunkt drétt welt" Nr. 83/1988 gemeldete Initiative des "Lycée technique" von Esch. Die Verantwortlichen nahmen Kontakt auf mit der Berufsschule auf den Kapverdischen Inseln und vereinbarten mit ihr eine dreijährige Partnerschaft. Neben der Unterstützung von Unterrichtsprojekten auf Cabo Verde sind kulturelle Veranstaltungen mit den in Luxemburg angesiedelten Kapverdianern vorgesehen. Geplant ist auch ein Schüleraustausch. "forum" hofft nächstens Genaueres über das Projekt in Erfahrung bringen zu können. Zur Information über die interessante Entwicklung der westafrikanischen Inselgruppe sei "forum" Nr. 90/1986 empfohlen.

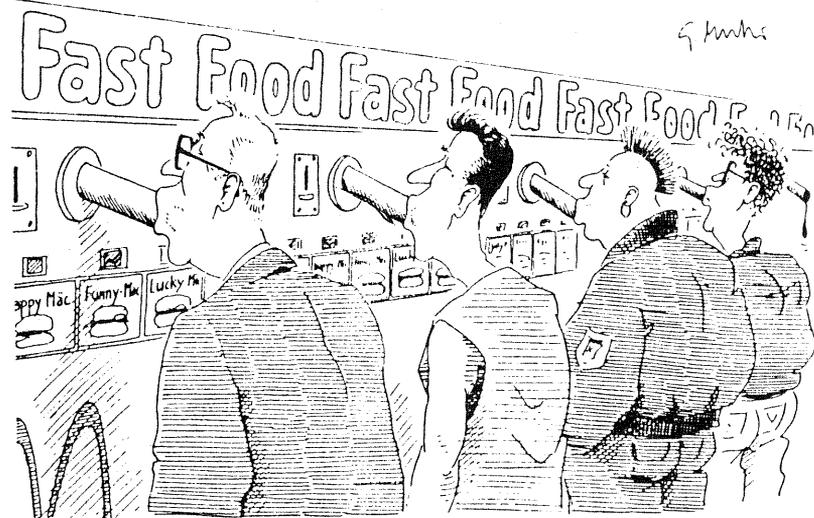
TROPENHOLZ-SCHREINER

Wenig erfolgreich war die "Action Solidarité Tiers Monde" (ASTM) mit einer Umfrage betreffend Tropenholz, die bei mehr als 30 Schreibern, Holzgroßhändlern und Fenstergrossisten durchgeführt wurde. Gefragt wurde u.a., ob die Firma ihren Kunden Alternativen zum Tropenholz anbieten könne. Die ASTM erhielt keine Antwort! Die ASTM muß deshalb besorgte Bauherren, die zur Rettung des Tropenwaldes beitragen und auf die Verarbeitung von Tropenholz an ihrem Haus verzichten möchten, auf Schreinerbetriebe im Ausland verweisen.

in: brennpunkt drétt welt, 83/1988

1x PRESSEZENSUR MIT KETCHUP

Anlässlich der Eröffnungsfeierlichkeiten des zweiten Drive-in-Restaurants in Luxemburg hatten die Vereinigungen "Action Solidarité Tiers



Publik-Forum

Monde" (ASTM), "Mouvement écologique" und "Iwerliwien fir bedréite Völker" eine symbolische Protestaktion organisiert. Diese Schnellimbibindustrie stellt nämlich nicht nur eine Gefahr für unsere Gesundheit und unsere EKultur dar. Die aufwendige Verpackung trägt auch wesentlich zur Vernichtung von Rohstoffen, zur Vergeudung von Energie und zur Vergrößerung des Abfallberges bei. Und in der Dritten Welt werden Riesensflächen Urwald abgeholzt, um Platz zu machen für Rinderfarmen, die das zur Hamburger-Produktion notwendige Fleisch liefern, so daß die dortige Landwirtschaft weiterhin exportorientiert bleibt und nicht auf die Erfüllung der Grundbedürfnisse der einheimischen Bevölkerung umstrukturiert wird (vgl. Peter Heller, Das Brot des Siegers, Lamuv Verlag).

Im Fast-Food-Restaurant gehört:
 "Verstehste, in der Dritten Welt werden die Regenwälder abgeholzt, nur damit wir hier Hamburger essen können!"
 "Ach deshalb schmecken die so nach Sägemehl!"

"De Kéisécker" wußte nun zu berichten, daß diesen negativen Aspekten der Ketchup-Restaurants ein weiterer Skandal zuzufügen ist. Während alle Tageszeitungen über die Eröffnungsfeier in Gegenwart der politischen Prominenz aus den drei großen Parteien berichteten, erwähnte keine einzige weder die Protestaktion noch die per Telex zuges-

tellte Presseerklärung zur Problematik der Fast-Food-Restaurants. Ob dies auf Druck der "Monopol"-Kette hin geschah, der die "Quick"-Imbibstuben gehören, oder aus eigenem Antrieb, weil die Zeitungsdirektoren einen Anzeigenverlust befürchteten, ist sich gleich: Die Informationsfreiheit wurde einmal mehr in Luxemburg mit Füßen getreten.

m.p./
 "De Kéisécker" 5/88

"LE MONDE" CENSURE LES VERTS

Le quotidien "Le Monde" a refusé une annonce publicitaire payée par la fraction Arc-en-ciel du Parlement européen destinée à protester contre la formation d'une brigade franco-allemande. Le texte de l'encart était le suivant: "Les victimes des accidents de la route et les forêts malades de la pluie acide n'ont pas besoin de brigade militaire pour mourir. Une République fédérale allemande regorgeant d'industrie chimique et une France saturée de réacteurs nucléaires sont militairement indéfendables!" (retraduit de l'allemand). Les journaux allemands n'ont pas hésités à publier l'annonce.

Publik-Forum, Nr. 21, 4.11.1988

COMMUNAUTÉS DE BASE EN WALLONIE

A lors que le mouvement des communautés de base semble plutôt mort dans l'Eglise luxembourgeoise - "forum" ne reçoit en tout cas guère de nouvelles à publier - , les communautés de Wallonie, rassemblées une première fois en 1984, se sont rencon-

trées à plus de 800 personnes en 1987 pour fêter leur foi et exprimer leur volonté de constituer un autre réseau ecclésial, sans se séparer de l'Eglise. Elles ont toutes en commun leur engagement pour les déshérités de la société, leur lutte contre toute oppression et toute discrimination, leur conviction que l'Eglise "sera celle de Jésus-Christ dans la mesure où elle fera siens les cris et les luttes des petits et des pauvres d'aujourd'hui." En septembre 1988 a paru le numéro 00 d'une revue "Communautés en marche" qui doit paraître quatre fois l'an à partir de 1989 pour rendre compte de la vie et des pratiques des communautés de base en Belgique et ailleurs, pour offrir des éléments de spiritualité communautaire, pour annoncer des rassemblements intéressant les chrétiens engagés.

L'abonnement peut se faire par versement de 120 F au CCP 034-0943370-10 d'Agnès Lambot, rue du Centre, 52, B-5180 MONT-GODINNE.

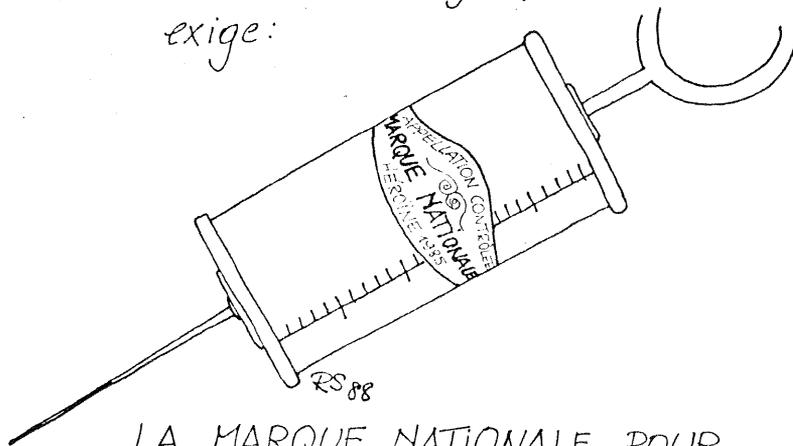
PLAIDOYER POUR LES FRONTALIERS?

Dans un article publié au magazine "repères" III/1988 édité par la "Banque Internationale" Monsieur Georges Als, directeur du STATEC, lance un appel "à nos gouvernants et à nos industriels et banquiers" de recourir plutôt aux frontaliers qu'aux immigrants, "car ce faisant nous éviterons certains problèmes que ne

JOURNÉE INTERNATIONALE
CONTRE LE SIDA

L'ULCD (UNION Luxembourgeoise
des Consommateurs de Drogues)

exige:



LA MARQUE NATIONALE POUR
L'HÉROÏNE!

manquera pas de poser une colonie étrangère de plus en plus nombreuse." Il met en garde devant l'idée d'une société multiculturelle qu'il qualifie de chimère dangereuse. "Il ne sert à rien de dénoncer des sentiments xénophobes et le racisme, car ils ne sont pas en jeu. Une communauté nationale n'a-t-elle pas le droit de conserver son identité culturelle et de rester maîtresse chez elle?" Ces affirmations manquent bien sûr de toute logique,

car les frontaliers par définition ne s'intègrent pas dans la communauté nationale et resteront un élément étranger, forçant p. ex. les clients et collègues de travail à leur parler en français, alors que les immigrants apprennent à la longue par leurs contacts réguliers avec les Luxembourgeois et dans nos écoles à s'exprimer en luxembourgeois. Il se pose cependant en outre la question de savoir quelle est l'attitude du gouvernement face à un haut fonctionnaire qui s'était déjà fait remarquer par ses cris alarmistes contre une prétendue "libanisation" du Luxembourg et qui épouse au moins implicitement les thèses des mouvements nationalistes qui en préparant les élections législatives se réfèrent d'ores et déjà à ces "recommandations" du soi-disant expert que serait le directeur du STATEC.

m.p.

L'évêque trouble-fête

Ces derniers temps, la presse -surtout française- s'occupe beaucoup de Mgr. Jacques GAILLOT, évêque d'Evreux, surnommé "évêque trouble-fête". (Le Monde, 29.11.88) Ce sont surtout ses déclarations favorables à l'ordination des hommes mariés et à la réintégration dans le ministère officiel de prêtres mariés, ainsi qu'à la campagne de publicité des préservatifs qui suscitent actuellement des remous dans l'Eglise catholique.

L'humeur du monde

Chili: l'Évangile selon Augusto

Par Bernard Catwell

Au cours d'une manifestation organisée, la semaine passée, par une institution charitable, M. Augusto Pinochet, commentant le résultat du référendum chilien, a déclaré: «*Nous avons été défaits, pas vaincus.*» Ce n'est pas inexact si l'on considère qu'être désavoué par une majorité de l'électorat ne l'a nullement empêché de demeurer au pouvoir. M. Pinochet a d'ailleurs, en un certain sens, légitimé cette attitude en qualifiant d'«*erreur*» le choix des électeurs chiliens et en les comparant au peuple juif qui préféra Barabbas à Jésus. Si l'on a bien saisi toute la portée de ce vertigineux parallèle, l'opposition chilienne, c'est les juifs, et Jésus, c'est M. Augusto Pinochet; par conséquent, les juifs sont dans l'erreur et Jésus est dans le vrai.

Nous ne nous permettrions pas de mettre en doute l'image du général Pinochet conduisant le char de l'Etat simplement vêtu d'un pagne et d'une couronne d'épines, mais il y a fort à parier que si c'est dans l'intention de faire des miracles, les électeurs chiliens s'obstineront à militer pour leur droit à l'erreur.

Événement du Jeudi

Mgr. Gaillot n'est pas un inconnu. Il s'est engagé pour les objecteurs de conscience, pour le désarmement, contre la peine de mort, contre l'expulsion de nombreux immigrants, etc. Il était présent en 1987 sur le "bateau pour la Palestine", a rendu visite à Pierre-André Albertini dans sa prison en Afrique du Sud, a donné l'accolade à Yassir Arafat, ... bref, "c'est un homme de coups de coeur et de coups de tête, prisonnier déjà de son personnage, écouté moins pour ce qu'il dit que pour le symbole de provocation et de liberté qu'il représente." (Le Monde, 29.11.88) Dans un entretien avec le nonce apostolique de Paris, Mgr. Gaillot a exprimé le souhait de pouvoir se rendre à Rome pour s'expliquer.

Au fait, saviez-vous qu'il y a environ 80 000 prêtres catholiques à travers le monde - dont 4 000 en Allemagne - qui se sont mariés pendant les 25 dernières années. Cela veut dire: chaque cinquième membre du clergé mondial comptant actuellement 403 000 membres. (Publik-Forum, Juli 1988)

Christ

Linke Theorie

Zweimal jährlich wird die RSP (ex Ligue Communiste Révolutionnaire) ihre Monatszeitschrift "Sozialistisches Aktioun" in ein theoretisches Organ umfunktionieren und unter dem Titel SOAK-Magazin herausgeben. Die erste Nummer wird im Januar 1989 am Kiosk erhältlich sein. Schwerpunkt: Konsequenzen der kapitalistischen Krise auf die Struktur der Luxemburger Arbeiterklasse und Arbeiterbewegung. Daneben sind Artikel zur Analyse der Grünen und der GAP angekündigt. (DIN A4, 64 Seiten, 100 Franken)

ff

Linke Praxis

Nummer 3 des "Léinkse Lussert", Zeitung der "Initiativ Grupp Homosexualiteit Letzebuerg" (IGHL) ist soeben erschienen. Darin geht es u.a. um die Aids-Beratung der Croix-Rouge und der unabhängigen Aids-Hilfe Luxemburg sowie die Schwulenszene in Lüttich und in Luxemburg.

Das photocopierte Blättchen ist symphatisch chaotisch aufgemacht, so chaotisch, daß die Bezugsadresse fehlt.

ff

Société Luxembourgeoise des Centrales Nucléaires

"Unser" Atomkraftwerk

Während fast die gesamte Luxemburger Presse über den Start "unseres" ASTRA-Satelliten begeistert ist, veröffentlicht die Berliner "Tageszeitung" einen Bericht über eine Luxemburger Briefkastenfirma, die der stolze Besitzer des stillgelegten Atomkraftwerkes Mülheim-Kärlich ist.

Berlin (taz) — Auf zwei Millionen Mark hat das Deutsche Atomforum die Stillstandskosten pro Tag für ein Atomkraftwerk von 1.300 Megawatt beziffert. Am 9. September dieses Jahres wurde das Atomkraftwerk Mülheim-Kärlich per Gerichtsbeschluß ausgeknipst. Das sind 90 Tage Stillstand. Macht 180 Millionen Mark. Jede Schadenfreude über diese Betriebsverluste sind allerdings fehl am Platz. Der Essener Stromkonzern Rheinisch-Westfälisches Elektrizitätswerk (RWE), der Betreiber des rechtswidrig genehmigten und deshalb stillgelegten Atomkraftwerks, hat sich abgesichert. Eine Luxemburger Briefkastenfirma garantiert, daß die Betriebsverluste auf den Strompreis aufgeschlagen und am Ende den Haushalten aufgedrückt werden. Aber der Reihe nach.

... bereits zwei Jahre nach der Auftragsvergabe für den Bau der Anlage wurde das Eigentum auf die Société Luxembourgeoise des Centrales Nucléaires (SCN) übertragen. Die SCN ist eine eigens für diesen Zweck von RWE und seinen Hausbanken Deutsche Bank und Dresdner Bank sowie der Schweizerischen Kreditanstalt gegründete Firma mit Sitz in Luxemburg. Dieser Schritt ermöglichte den Bau des Reaktors vor allem mit Fremdkapital, verteilte das finanzielle Risiko, und RWE konnte die Baukosten bereits vor der Inbetriebnahme auf die Strompreise abwälzen.

Außerdem wollten sich die SCN-Aktionäre auch dann Gewinne aus dem Reaktor sichern, wenn er verspätet oder nie ans Netz ginge. Der Trick besteht in juristischen Vertragskünsten: RWE pachtete die Anlage von SCN zurück und übernahm zu eigenen Ungunsten alle Verantwortung für den Bau und die fristgerechte Fertigstellung. Der Clou des Pachtvertrages: der Pachtzins ist ohne Rücksicht auf den Betrieb des AKWs zu zahlen.

Folglich überwies RWE der SCN seit 1981 rund fünf Milliarden Mark Pacht, obwohl der Reaktor erst 1986 vorübergehend ans Netz ging. Allein für die Fristüber-

schreitung der Fertigstellung, zugesagt war der 31.12.1979, zahlte RWE an seine eigene Tochter 50 Millionen Mark Konventionalstrafe. Der Strommonopolist kann sich diese „Kosten“ als Betriebsausgaben von der Aufsichtsbehörde für die Stromtarife, dem nordrhein-westfälischen Wirtschaftsminister, bestätigen lassen und so auf die Stromkunden umlegen.

An seine Aktionäre verteilte die SCN für den noch nicht fertiggestellten Reaktor bereits rund 100 Millionen Mark Dividende. Für das aufgenommene Fremdkapital wurden bis heute an die Banken und andere Darlehensgeber rund 1,8 Milliarden Mark Zinsen gezahlt.

Auch wenn der Pachtvertrag zum nächstmöglichen Termin gekündigt wird, steckt hinter dieser einträglichen Umverteilung ein gigantischer Finanzskandal, gegen den sich der RWE-Transnuklear-Skandal vom letzten Jahr, wie die Grünen behaupten, als Griff in die Portokasse erweist. RWE hat nämlich den ursprünglich auf 13 Jahre begrenzten Pachtvertrag vorzeitig um weitere drei Jahre verlängert. Das sichert der SCN bis Ende 1997 mindestens weitere 6,3 Milliarden Mark an Pachteinnahmen. Die Stromkunden sollen also über die Tarife insgesamt elf Milliarden Mark für Mülheim-Kärlich blechen. Anders als in den USA, wo Stromversorgungsunternehmen Kosten, die durch Managementfehler verursacht wurden, im Strompreisverfahren nicht genehmigt bekommen, braucht RWE bislang die finanziellen Folgen für das Mißmanagement beim teuersten AKW der Republik nicht zu tragen. Ganz im Gegenteil, auch wenn der Reaktor nie wieder ans Netz geht, erbringt er dennoch über die Luxemburger Tochter mehrere hundert Millionen Mark Gewinn. Und das rechtfertigt wohl die 299.525 Mark Personalkosten für drei Mitarbeiter in der rue Pierre d'Aspelt 2, die die Bilanz der SCN ausweist.

AG Atomindustrie, Berlin

TAZ 8.12.1988